

WIKIPÉDIA, VIOLENT C IDÉOLOGIQUE

Les disparitions de pages, de paragraphes ou de références sur l'encyclopédie en ligne ne sont pas toujours le fruit de vérifications scrupuleuses. Elles sont de plus en plus fréquemment le reflet d'affrontements entre militants. **PAR SAMUEL PIQUET**

Les 15 et 16 juin, sur la page Wikipédia intitulée « Affaire Adama Traoré », trois informations ont été supprimées : l'évocation d'insultes antisémites [« Sales juifs ! »] proférées à l'encontre des membres du groupuscule d'extrême droite Génération identitaire lors de la manifestation parisienne du samedi 13 juin contre les « violences policières » ; la présence de manifestants propalestiniens au cours de ce même rassemblement, au motif que cela n'aurait « aucun intérêt notable » (ces deux informations ont été rétablies depuis) ; et l'allusion à un viol collectif auquel Adama Traoré aurait participé, remplacée par un court texte parlant de « rumeur ». Anecdotique ? Cela pourrait l'être, si ces ajustements ne consistaient pas à essayer de donner une meilleure image de l'intéressé, et si le contributeur à leur origine,

un certain Chris 93, n'était pas un habitué de ce genre de pratique.

C'est que dans les coulisses de Wikipédia se jouent les mêmes batailles idéologiques que dans la société, la vraie. Et tous les « istes » du moment – indigénistes, décolonialistes, notamment – essaient d'y imposer leur vision du monde. Avec une place toute particulière pour les sympathisants islamistes ou du moins pour ceux qui se montrent très indulgents à l'égard de l'islam politique.

Guerre de la Toile

La preuve par l'attaque de Romans-sur-Isère, survenue le 4 avril, en pleine pandémie. Dès le surlendemain, la suppression de la page a été proposée. « *Le sujet de cet article est un fait divers qui ne serait pas autant monté en épingle s'il n'y avait pas de confinement, et donc plus d'actualités. Pour rappel, il existe "Wikinews" pour les informations. Si les critères de notabilité font que le sujet devient pertinent, il sera toujours temps de recréer un article* », écrit le 6 avril sur Wikipédia le contributeur ayant proposé la disparition de l'article alors que le parquet national antiterroriste s'était saisi de l'affaire.

Le phénomène n'est pas nouveau. Le 7 février, Vincent Lautard,

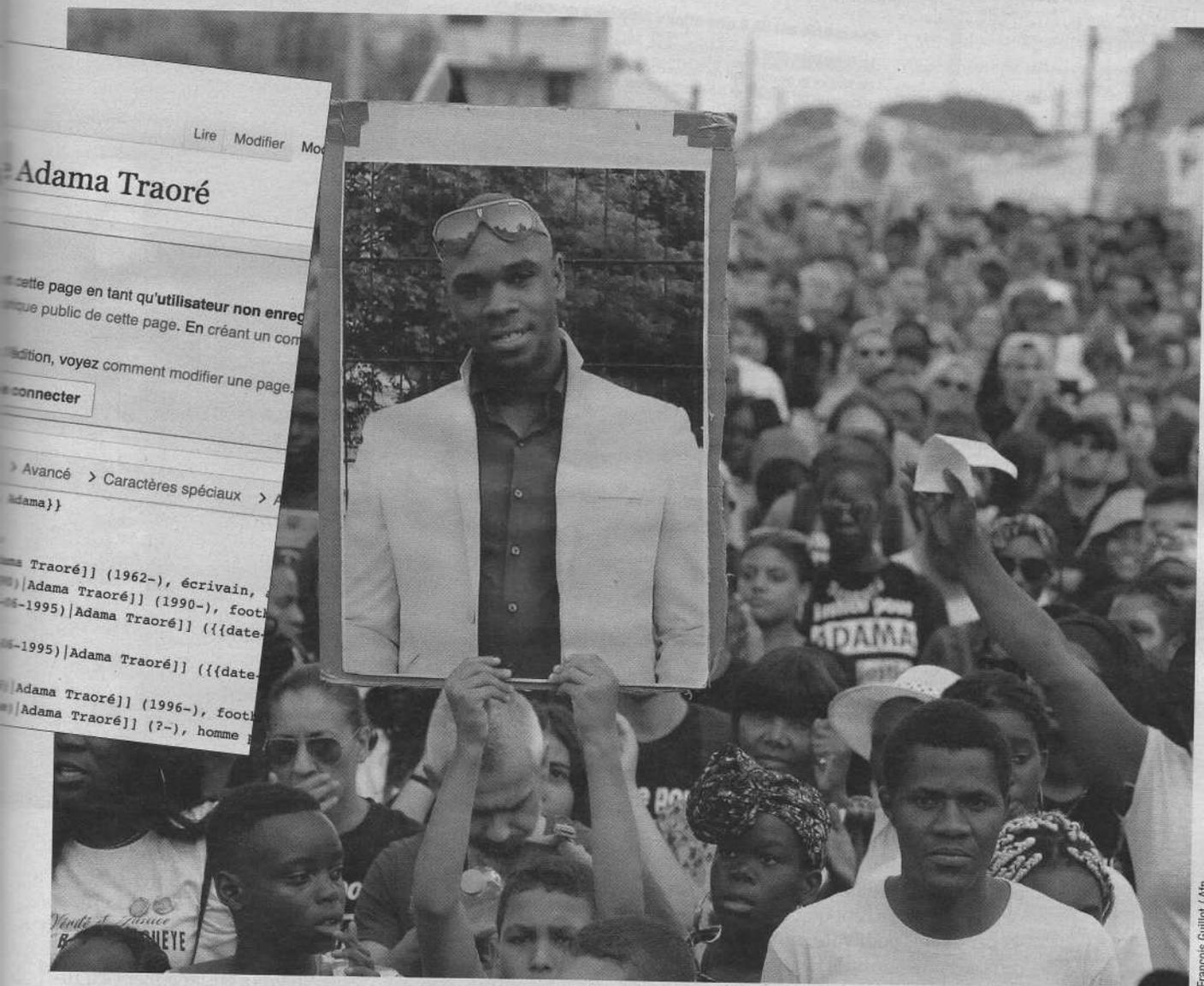
un militant laïque membre du conseil d'administration du Printemps républicain qui suit de près cette guerre de la Toile, alerte sur Twitter que l'article Wikipédia sur l'attentat au couteau de Villejuif est en passe d'être supprimé. Les raisons invoquées sont aussi diverses que contestables : « buzz médiatique éphémère », « notoriété non démontrée », « fait divers : quel impact à long terme ? », « fait divers malheureux ». Grâce à la vigilance de certains contributeurs de l'encyclopédie en ligne, le texte est finalement conservé d'une courte tête (12 votes pour la suppression, 13 pour la conservation).

Si ces pratiques existent depuis longtemps, d'après Michel, contributeur très régulier pour le site, elles sont en constante augmentation. Au point, dit-il, que « les militants,



**“CERTAINS INTERNAUTES
ONT RAPIDEMENT
COMPRIS QU’IL SERAIT
POSSIBLE, EN SE
CONCERTANT ET EN
ÉTANT ACTIFS, DE
PRENDRE LE CONTRÔLE.”**
MICHEL, CONTRIBUTEUR RÉGULIER

HAMP DE BATAILLE



en petit comité, ont modifié les règles du Wikipédia français. Maintenant, s'il y a 10 votes pour la conservation et 14 votes pour la suppression, la fiche est supprimée ». Pourtant, comme le rappelle Sarah Krichen, de Wikimedia France, « les discussions de suppressions ne se réduisent pas à des votes à proprement parler, et les administrateurs qui traitent la suppression sont supposés tenir compte des avis exprimés, pas juste du nombre de "voix" de chaque côté. »

En théorie, donc. Pour Michel, cette dérive s'explique aisément : « Comme Wikimedia France, organisme central de Wikipédia, n'a pas de vocation de direction et pas beaucoup de pouvoir de décision, certains internautes ont rapidement compris qu'il serait possible, en se concertant et en étant actifs, de prendre le contrôle. Ils jouent sur les mots, ils ne recherchent plus le consensus... qui se voit réduit à un vote au cours duquel l'emporte le camp qui obtient

SUR LA FICHE WIKIPÉDIA

d'Adama Traoré, trois informations ont été supprimées les 15 et 16 juin. Depuis, elles ont été rétablies. Ci-dessus, en 2018, marche, à Beaumont-sur-Oise pour le jeune homme, décédé le 19 juillet 2016, après une interpellation par des gendarmes.

la majorité. » S'il fallait user d'une image, Wikipédia serait un pays dont le régime ne reposerait pas sur une séparation des pouvoirs puisque ses contributeurs prennent part à l'exécutif et, dans le même temps, au législatif.

Résultat, comme le confirme Sarah Krichen, « il y a plus de demandes de suppressions qu'auparavant ». Pis, il existe désormais certaines pages portant sur des événements français uni- ➤

Attentat du 4 avril 2020 à Romans-sur-Isère

Cliquer pour avancer, maintenir pour voir l'historique

Cet article est lié à une affaire judiciaire en cours.

Le texte peut changer fréquemment, n'est peut-être pas à jour et peut manquer de sources. Le titre et la description de l'acte concerné reposent sur la qualification juridique en vigueur à la rédaction de l'article et peuvent évoluer en même temps que celle-ci.

N'hésitez pas à participer de manière neutre et objective, en citant vos sources. Les jugements de valeur ne sont pas admis. Dans nombre de systèmes judiciaires, toute personne est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité n'a pas été légalement et définitivement établie.

La dernière modification de cette page a été faite le 8 juin 2020 à 15:56.

L'attentat du 4 avril 2020 est un acte terroriste au couteau perpétré en France,

DÈS LE 6 AVRIL, la suppression de la page consacrée à l'attaque terroriste de Romans-sur-Isère a été proposée par un contributeur en raison des critères de non-notoriété du fait divers. Le parquet national antiterroriste s'est pourtant saisi de l'affaire...

► quement... en anglais! C'est le cas par exemple pour l'attaque de Moussa Coulibaly à Nice en 2015, condamné à trente ans de réclusion criminelle pour avoir tenté d'assassiner au couteau trois militaires, ou l'attaque de Villeurbanne, le 31 août 2019, au cours de laquelle un Afghan demandeur d'asile a poignardé au hasard plusieurs personnes à un arrêt de bus, tuant un jeune homme de 19 ans. Quant à la tentative de meurtre sur un policier à Notre-Dame de Paris le 6 juin 2017 – pour laquelle le parquet antiterroriste avait ouvert une enquête –, une fiche avait, dans un premier temps, été créée en français avant d'être supprimée (21 votes pour la conservation, 33 pour la suppression).

Très tôt, les contributeurs « islamo-conciliants » ont été actifs sur Wikipédia. Malgré le choc que furent les attentats de Montauban perpétrés par Mohamed Merah, il se trouvait déjà à l'époque, en 2012, 42 personnes pour voter en faveur de la suppression de la fiche du ter-

APRÈS LES ATTENTATS DE "CHARLIE HEBDO", L'ÉVOCACTION DE LA MINUTE DE SILENCE NON RESPECTÉE DANS DE NOMBREUX ÉTABLISSEMENTS A ÉTÉ LARGEMENT EXPURGÉE.

roriste, 34 pour fusionner l'article avec la fiche « fusillades de 2012 en Midi-Pyrénées » contre 111 votes pour la conservation. Même après que la culpabilité de Merah fut avérée, certains internautes, comme Kirtap, campaient sur leurs positions: « *Quand j'ai lancé cette PàS [page à supprimer], Mohamed Merah venait juste d'être identifié comme le suspect n° 1 des attentats, et était donc présumé innocent [...] il est désormais confirmé qu'il est bien l'auteur des tueries de Toulouse et Montauban. Mais je maintiens que l'article n'est pas indispensable et que les informations peuvent toujours être comprises dans le seul article des attentats.* »

Et les exemples d'intervention de ce genre sont nombreux. Après les attentats de *Charlie Hebdo*, l'évocation de la minute de silence non respectée dans de nombreux établissements a été largement expurgée. Dans la fiche « Le fait religieux dans l'espace aérien », qui abordait pour 80 % des problématiques liées à l'islam et pour 20 % des problèmes liés aux autres religions, tout ce qui concernait l'islam a disparu. Le paragraphe « risques d'attentats à Roissy (RG) à cause de l'entrisme islamique » a été lui aussi entièrement supprimé et une dizaine de sources ont été intégralement retirées. On constate des agissements similaires sur de très nombreuses





AP / Sipa

pages Wikipédia d'adversaires des islamistes comme Zineb El Rhazoui. Dans l'article consacré au réalisateur des *Misérables* Ladj Ly, tout le paragraphe faisant mention de ses insultes à l'encontre de Zineb El Rhazoui et d'Éric Zemmour, lors d'une interview au « Blog du cinéma », est supprimé, ainsi que les déclarations de Marlène Schiappa s'étonnant qu'on « porte aux nues » quelqu'un ayant été condamné pour enlèvement et séquestration. Enfin, en ce qui concerne l'attaque terroriste de Monsey, survenue chez un rabbin, et qui a fait cinq blessés le 28 décembre 2019 dans l'État de New York aux États-Unis, l'article, dans sa version francophone, ne fait pas mention de l'origine afro-américaine et de l'appartenance supposée au groupe antisémite « Black Hebrew Israelite » du criminel. Encore une fois, pour davantage de précisions, il faudra préférer la version anglophone.

Mais que risque-t-on à intervenir dans les pages de l'encyclopédie en ligne ? Pas grand-chose. En septembre 2019, l'Observatoire de la laïcité est intervenu sur Wikipédia. Le but ? Supprimer une partie de la page (fondée sur un article de *Marianne*) concernant ses liens pourtant avérés avec l'association Coexister, laquelle a pu entretenir des relations avec des Frères musulmans et le Collectif contre l'islamophobie en France. « Nicolas Cadène, le rapporteur général de l'Observatoire de la laïcité, est le principal intervenant, il a été réprimandé à plusieurs reprises par les administrateurs de Wikipédia pour avoir essayé de supprimer tout ce qu'il trouvait dérangeant dans la fiche de l'Observatoire », explique Michel.

Ces rapports de force entre les contributeurs soucieux d'apporter des détails aux articles

et ceux cherchant à effacer des informations jugées compromettantes n'ont cessé de s'équilibrer, comme on l'a vu avec l'attentat de Villejuif.

Enjeu de taille

Mais les seconds ne se contentent pas de tenter de supprimer des fiches jugées embarrassantes, ils font parfois tout pour bannir leurs adversaires du site collaboratif, comme le confie le contributeur Michel : « En 2017, j'étais quasiment le seul à les gêner. Ils m'ont interdit d'écriture sur Wikipédia, banni pendant un an. Ils sont très organisés, certains avaient deux pseudos, et, pour les suppressions, on voit très bien qu'il y a des salves de votes en quelques minutes. Ils sont habitués à ce type de pressions. » Et, à en croire Michel, les fameuses « pressions » pourraient aller très loin : « J'ai reçu de nombreuses menaces de mort », assure-t-il. En tout cas,

l'ambiance est telle que plusieurs personnes qui souhaitaient témoigner dans nos colonnes se sont finalement rétractées.

L'enjeu est pourtant de taille. Comme l'explique Vincent Lautard, « Wikipédia est une source énormément utilisée, notamment par les plus jeunes. L'encyclopédie en ligne est consultée chaque jour par 600 millions de personnes, dont plus de 3 millions en France. Elle est accessible dans les référencement Google dans les premiers résultats, ce n'est pas anodin. Les attentats terroristes font partie de notre histoire, quels qu'ils soient, d'extrême droite ou islamistes. Si les gens voulaient supprimer les pages sur les attentats de Christchurch ou de Bayonne, j'aurais exactement la même réaction ». Selon lui, ces articles-là ne sont pas menacés. Inexplicablement, aucune demande de suppression de ces pages n'a, à ce jour, été recensée. ■ s.p.

UN SAINT BERNARD ?

Sur Wikipédia, la guerre n'est pas qu'idéologique, c'est aussi celle de l'image, notamment pour les grandes entreprises et leurs patrons. *Le Canard enchaîné* révélait le 10 juin que la page de Bernard Arnault était régulièrement la cible de maniaques du nettoyage qui ont procédé à pas moins de « 61 modifications majeures entre 2011 et 2019 ». Suppression des manœuvres du PDG de LVMH pour

passer sous silence la sortie du cinglant documentaire *Merci Patron!* de François Ruffin, submersion de la mention « paradis fiscal » à côté des îles Caimans, où le milliardaire a immatriculé son yacht, ou encore disparition de la référence à une enquête de « Pièces à convictions », le magazine de France 3, intitulée « Bernard Arnault, l'art de payer moins d'impôts ». Quand les contributeurs

dévoués n'enlèvent pas des informations compromettantes, ils en ajoutent des flatteuses, comme le sondage réalisé par l'institut BVA qui, en 2016, classe l'homme d'affaires en tête des entrepreneurs préférés des Français. Plus de la moitié de ces interventions sur la page de Bernard Arnault sont l'œuvre d'un dénommé Roy la Poutre. Manifestement, il l'a dans l'œil. ■

**Votre abonnement
Intégral**
(papier + numérique)

0€ le 1^{er} mois
puis 9,50 €
tous les 4 numéros

sans
engagement

**Découvrez
nos offres sur
abo.marianne.net**